

Inadaptation scolaire et problème d'emploi au Burkina Faso

Madeleine KABORE épouse KONKOBO*

Résumé

L'école burkinabè continue de représenter un cadre de vie et de travail inadapté à l'environnement socio-économique et culturel. Héritée de la colonisation, elle s'est très peu adaptée aux réalités du Burkina Faso. Ses curricula sont le reflet de réalités d'ailleurs et socialisent peu l'enfant burkinabè. Elle est de ce fait inapte à satisfaire les conditions d'une insertion socioprofessionnelle des jeunes diplômés. Le présent article fait le point de la situation et propose des solutions afin d'adapter l'école burkinabè aux réalités économiques du pays.

Mots-clés : inadaptation scolaire, formation, emploi, chômage, système éducatif.

School maladjustment and employment problem in Burkina Faso

Abstract

The school in Burkina continues to represent a working and living environment unsuitable for the socio-economic, cultural environment. The school inherited the colonization little adapted itself to the realities of Burkina. Its programs and curricula are the reflection of realities moreover; for it, they socialize little the child Burkinabe. It is of this fact unfit of satisfying the conditions of a fast social and occupational insertion of the young graduates. The present article reviews the situation and proposes solutions to adapt the school to the realities of Burkina Faso.

Keywords: scholar maladjustment, formation, employment, unemployment, educational system.

* INSS/CNRST, kmado64@yahoo.fr

Introduction

L'inadéquation de l'école aux priorités socio-économiques et culturelles est une question d'actualité dans la plupart des pays en développement en l'occurrence le Burkina Faso. L'école burkinabè est partagée entre la nécessité de démocratisation de l'enseignement (un afflux croissant d'élèves dans les écoles primaires, les lycées et les collèges d'enseignement général) et le souci de qualité et de pertinence des enseignements en lien avec les réalités socio-économiques du pays. Cette question est évoquée dès les premières années d'indépendance et les Etats africains réunis à Addis Abéba avaient plaidé pour la mise en place de systèmes éducatifs répondant aux exigences de l'indépendance politique, du développement scientifique et technologique par une industrialisation rapide et la promotion du patrimoine culturel africain. Aussi, les Etats généraux de l'enseignement tenus en 1994 avaient identifié l'inadéquation formation-emploi comme étant le principal problème du système éducatif burkinabè. Les formations dispensées ne répondent pas aux besoins du marché de l'emploi augmentant ainsi le nombre de diplômés chômeurs. Cette situation est extrêmement préoccupante pour tous ceux dont la tâche est de veiller à l'éducation et à une meilleure formation des enfants en vue de leur insertion future dans la société. Ainsi, le gouvernement a mis en place la Politique Nationale de l'Enseignement et de Formation Techniques adopté en conseil des ministres le 23 juillet 2008. La finalité de cette politique est d'élever le niveau de connaissances et de compétences de la population active et, plus particulièrement des jeunes, pour favoriser leur insertion dans les emplois d'aujourd'hui et les métiers porteurs de demain afin de stimuler la croissance économique et de réduire la pauvreté. En dépit de tous ces efforts, nous constatons une remise en cause de la qualité de l'enseignement. Au regard des différents programmes et stratégies mis en œuvre pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement et le nombre de diplômés chômeurs, la question que l'on se pose est la suivante : les différentes réformes du système éducatif dans son ensemble tiennent-elles compte des besoins évolutifs du marché de l'emploi ? Le présent article « inadéquation scolaire et problème d'emploi au Burkina Faso » s'est fixé pour objectif de répondre à cette interrogation en vue d'aider à la prise de décisions qui permette d'adapter le système éducatif à l'évolution des besoins du marché de l'emploi.

Cette étude a été possible grâce à une recherche bibliographique (documentaire) que nous avons menée dans certains centres de documentation de la ville de Ouagadougou. Nous avons aussi consulté des documents sur internet.

Il s'agira pour nous de faire ressortir les facteurs explicatifs de l'inadéquation scolaire, d'évoquer le caractère inachevé du système éducatif et l'inadéquation entre la formation et le marché du travail, enfin de formuler des recommandations.

La situation scolaire et les insuffisances qualitatives de son fonctionnement

L'éducation est le processus par lequel la société des adultes intègre les jeunes générations en son sein. D'abord entièrement donnée par la famille, elle est ensuite prise en charge par le groupe social élargi (tribu, société d'initiation, Etat, etc.). Un des canaux utilisés par l'Etat moderne pour organiser l'éducation est l'école. A la fois institution et lieu de socialisation, l'école accomplit une double mission à savoir l'éducation, qui doit faire de l'enfant un citoyen, et l'instruction qui lui transmet les savoirs. Cependant, au fil du temps nous constatons que l'école perd sa lettre de noblesse aussi bien dans son rôle d'éducateur que d'instructeur. Les formations offertes par le système éducatif ne cadrent pas avec les besoins des employeurs. Ainsi, l'école a du mal à s'adapter aux réalités socio-économiques et culturelles du pays. Deux facteurs sont à l'origine de cet état de fait, ce sont : le facteur économique et le facteur pédagogique.

Le facteur économique

L'inadaptation scolaire trouve sa justification dans les contraintes économiques de l'Etat et des ménages. Si l'école est généralement perçue comme une institution relevant de la responsabilité exclusive de l'Etat, il convient cependant de souligner que sur le plan économique, la contribution des parents est aussi déterminante que celle des pouvoirs publics. Cette idée concerne non seulement les établissements privés où la totalité des charges incombe aux parents, mais aussi les établissements publics où la contribution financière des familles est souvent occultée par le caractère étatique de l'institution scolaire. Quoi qu'il en soit, qu'il s'agisse de l'Etat ou des ménages, l'insuffisance des ressources financières est un facteur des retombées négatives sur les résultats scolaires.

Au Burkina Faso, le développement du secteur de l'éducation est considéré comme une des priorités de l'Etat d'une part en raison de son caractère social, d'autre part, en raison du fait qu'il contribue à la formation des futurs acteurs du développement. De ce point de vue, ce secteur devrait bénéficier des moyens nécessaires pour l'atteinte de ses objectifs. Paradoxalement, il est souvent négligé, taxé de « budgétivore et improductif ». Dans cette situation, les autorités politiques burkinabè s'inscrivent dans la perspective d'Antoine Prost pour qui l'Education n'est pas la première des priorités de l'Etat. Or, les secteurs qui sont considérés comme rentables tels que ceux de l'économie et des finances, de l'énergie, de l'agriculture, etc., ne peuvent vraiment prospérer sans la contribution de l'éducation. Si donc l'éducation et en particulier l'éducation scolaire constitue le point névralgique de toute perspective de développement, il convient de relever que les conditions économiques de l'action éducative scolaire en déterminent de façon significative les résultats.

La qualité de l'éducation et de la formation reçues détermine le niveau de compétences des sortants des écoles. C'est pourquoi justement, on constate que les résul-

tats scolaires dans les pays développés sont meilleurs à ceux des pays en développement. La différence ici n'est pas celle des résultats comme tels, mais encore et surtout celle des moyens économiques mis en œuvre pour y parvenir. Avec les nouvelles technologies où le savoir se diffuse par les moyens les plus rapides, les disparités s'accroissent entre pays développés et ceux en développement, entre riches et pauvres, entre hommes et femmes. Il est donc évident que l'état de l'économie explique l'état de l'école dans les différents pays. Le pouvoir d'achat des ménages détermine leur comportement vis-à-vis de l'école. Dans les pays sous-développés, l'Etat est le principal pourvoyeur économique du système éducatif. Certains établissements privés comptent sur les subventions de l'Etat pour "compléter" leur budget de fonctionnement.

Le facteur matériel

La multiplicité des priorités et des devoirs de l'Etat est à l'origine de nombreuses difficultés qui, au niveau du système éducatif, sont source d'échec scolaire :

- l'insuffisance des infrastructures d'accueil ;
- l'insuffisance d'enseignants qualifiés ;
- la faiblesse en ressources matérielles.

L'école burkinabè souffre de problèmes liés à des insuffisances en moyens matériels, infrastructurels et en ressources humaines. Cela a engendré un surpeuplement des écoles tant au primaire, au secondaire que dans le supérieur et a affecté la qualité de l'enseignement. En effet, le ratio élèves-maître au Burkina Faso dans les centres urbains va de 80 à plus de 100 élèves. (<http://news.aouaga.com/h/13879.html>, 27-11-2013 à 15h10mn). Aujourd'hui, encore dans notre pays, des cours sont dispensés sous des pailotes, sous des arbres avec des briques qui servent de tables-bancs aux élèves eux-mêmes dépourvus de livres. « L'insuffisance d'infrastructures et d'équipement freine l'accès à l'éducation et du même coup affecte la qualité de l'enseignement » (MEBA. 2001 : 4). Les particularités socio-économiques engendrent des disparités régionales en matière d'infrastructures et d'équipements ; en milieu rural les écoles sont souvent situées dans des endroits difficilement accessibles à cause du manque d'infrastructures routières. Dans cette situation, ce sont les enseignants qui se retrouvent dans les sphères de travail plus ou moins éloignées les unes des autres. Cela influence négativement leurs résultats car il est évident que la satisfaction morale qu'offre un cadre agréable et sécurisant constitue la première ressource d'une personne en activité.

Le recours aux financements extérieurs, notamment au FMI et à la Banque Mondiale à travers des projets (PDDEB ; PEPP) avec les conditionnalités rigides de déblocage des fonds, le retrait à mi-parcours de certains partenaires financiers, sont susceptibles de faire échouer les plans nationaux de développement de l'éducation. Cette situation rend difficile la dotation des écoles (proclamée dans le cadre de la gratuité de l'école) en matériels didactiques et des élèves en fournitures scolaires.

Il revient alors dans ce cas aux familles de prendre en charge les autres dépenses de fournitures, or le pouvoir d'achat de la plupart d'entre eux est faible, et pire encore, celui-ci décroît de jour en jour à cause de l'inflation suscitée par le contexte économique international.

Face au renchérissement du coût de la vie, les parents éprouvent des difficultés pour :

- le paiement des frais de scolarité (ce qui entraîne quelquefois l'exclusion temporaire ou définitive de l'élève) ;
- l'achat des fournitures ;
- le règlement des frais de déplacement, de restauration et d'hébergement de l'enfant pour le cas où l'établissement fréquenté est situé dans une localité autre que le lieu de résidence des parents.

Cette situation influe négativement sur les performances scolaires des enfants. Ainsi, les taux de réussite en milieu rural sont trop souvent bas. C'est ce qui explique que certains parents préfèrent envoyer leurs enfants au champ ou à l'atelier où, selon eux, ils réussiront plus certainement, que de les garder à l'école où ils donneront l'impression de perdre du temps « pour rien ».

Dès lors, il faut reconnaître que même si l'école est gratuite, les parents continuent de subir des charges importantes liées à la nourriture, à l'achat des manuels et des tenues scolaires. L'incapacité des parents à faire face aux énormes charges suscitées par la scolarisation des enfants conduit certains d'entre eux à préférer y envoyer le garçon au détriment de la fille si la nécessité de choisir s'impose à eux contribuant du coup à entretenir les disparités homme/femme dans leur rapport à l'éducation.

Le facteur économique n'explique pas à lui seul l'inadaptation scolaire. Le facteur pédagogique est aussi l'un des facteurs qui témoigne de l'inadaptation scolaire pour plusieurs raisons.

Le facteur pédagogique

Le dispositif pédagogique qui sous-tend la transmission des connaissances formelles au Burkina Faso est source d'inadaptation scolaire. En effet, le mode et l'environnement de transmission du savoir à l'école souffre :

- de l'insuffisance de structures d'orientation des élèves ;
- de l'absence ou de l'insuffisance de formation initiale et/ou continue des enseignants ;
- d'un manque d'enseignants dans certaines disciplines, notamment dans les disciplines scientifiques ;
- du recours à des enseignants qui n'ont pas le profil académique souhaité ;
- d'un manque de documents pédagogiques pour les enseignants et les élèves ;
- de l'étendue des programmes ;
- du recours aux méthodes dogmatiques ;

- du nombre élevé des matières dans certaines filières (dans l'enseignement technique par exemple) ;
- d'un coefficient très élevé affecté à certaines matières ;
- d'une insuffisance de l'évaluation des enseignements. En effet, le manque d'évaluation des enseignements apparaît à première vue comme la principale cause de l'échec scolaire.

Elle vise à mesurer la performance des élèves, suite à des enseignements qui leur ont été dispensés.

En effet, Joseph Ki-Zerbo a reproché à l'école d'être inadaptée aux réalités socio-culturelles africaines et de continuer sa mission du temps colonial en formant des agents d'exécution et en faisant abstraction à l'attribution des aptitudes utiles à l'accroissement des connaissances et de l'autonomie intellectuelle. Il explique que « l'éducation, qui devrait jouer un rôle de déclencheur dans la réaction en chaîne positive du cycle vertueux de la démocratie et du développement, continue à remplir la fonction de chaînon négatif dans le cercle vicieux structurel du mal africain » (KI-ZERBO J. 2003 : 7). En revanche, l'école enseigne aux individus la dépendance à travers ses méthodes et ses programmes et étouffe ainsi l'imagination créatrice. C'est donc un système scolaire faisant peu de place à la créativité et à l'imagination. Il y a aussi le diagnostic fait par le document du PDDEB qui souligne que le « manque de pertinence de l'école et la faible qualité des résultats n'a pas jusqu'à présent abouti à une véritable évolution. Il existe une véritable résistance au changement partagé par tous les acteurs ».

La transformation inachevée du système éducatif

Un récapitulatif très rapide du niveau de transformations des politiques scolaires est nécessaire. Il permet de constater ce qui a été fait.

L'école burkinabè est encore marquée par un important taux de décrochage. Cependant, l'approche biographique indique qu'il n'y a pas de spécificité marquée des décrocheurs mais plutôt des conjonctions de facteurs contextuels et événementiels qui accélèrent et enveniment plus vite les processus conduisant à la rupture des relations pédagogiques puis à l'interruption des études. Avant la rupture, le rapport aux activités scolaires varie considérablement en fonction des multiples particularités des établissements et classes fréquentés, des disciplines et enseignants considérés ainsi qu'en fonction des possibilités de régulation existant dans l'entourage.

Les comparaisons effectuées entre les cas d'interruptions précoces des études et les cas d'amélioration de l'adaptation scolaire mettent en évidence particulièrement le problème de l'harmonisation entre ce qui est exigé des élèves et ce qui est mis en place pour assurer une régulation des difficultés de tous ordres qu'ils peuvent rencontrer. Si les améliorations de l'adaptation scolaire restent moins exceptionnelles en milieu populaire, c'est parce qu'un accompagnement continu du travail scolaire

n'y est que rarement assuré alors qu'il y est plus nécessaire qu'ailleurs. En effet, les parents qui peuvent le moins familiariser préalablement leurs enfants à des éléments de culture scolaire et assumer le suivi des devoirs sont a fortiori les plus démunis pour remédier aux difficultés de leurs enfants.

Les processus cumulatifs de dégradation de l'adaptation scolaire fréquemment observés ne concernent pas seulement les sortants sans qualification mais une fraction plus large d'élèves qui survivent un peu plus longtemps dans le système éducatif. D'un côté, les textes officiels ont affirmé la nécessité de favoriser le progrès de tous les élèves au moins jusqu'au niveau d'un CAP ou d'un BEP. Mais de l'autre, les transformations d'ordre pédagogique qu'impliquait une telle rupture avec les pratiques en vigueur dans l'enseignement secondaire n'ont pas été étudiées, expérimentées et construites. Les modalités traditionnelles de traitement de l'inadaptation scolaire par les orientations courtes ont été supprimées à la fin des années 1980 (du fait de l'impasse où elles menaient sur le plan professionnel) sans que de nouveaux modes de régulation soient institués systématiquement.

Cette « demi-mutation » du système d'enseignement a donc permis de réduire les interruptions d'études précoces mais seulement dans certaines limites, car elle a laissé une fraction importante d'élèves en difficulté s'enliser dans l'échec et l'indiscipline, ce qui confronte beaucoup d'enseignants à des situations très difficiles à gérer. Les expédients permettant de faire face tant bien que mal à de telles situations ne doivent pas faire perdre de vue que des solutions plus efficaces et satisfaisantes sont à rechercher en amont de la rupture des liens pédagogiques, par l'instauration de modes de régulation plus précoces et systématiques dès l'école primaire et l'arrivée au collège.

L'inadéquation entre la formation et le marché du travail

Le niveau de la formation, sa qualité et son contenu en adéquation avec le marché de l'emploi déterminent l'employabilité des diplômés. En effet, en s'inscrivant à l'école, le futur diplômé et ses parents espèrent un emploi et un revenu futur. Ainsi, BECKER G. S. (1993), dans *Human Capital*, émet l'idée que tout soutien apporté à l'éducation concourt nécessairement à l'amélioration du climat des affaires. Le système éducatif doit fournir des formations de qualité et en adéquation avec le marché du travail. Une formation qui répond à la demande des employeurs offre plus de chance sur le marché, par contre, une formation même de niveau élevé, dans un marché saturé ne trouvera pas de preneur. La formation est un bien qui est en soi recherché par le marché du travail mais qui n'a pas forcément un impact si elle ne répond pas à un besoin exprimé dans le temps et dans l'espace. Les besoins du marché évoluent très rapidement avec l'environnement économique et technologique, alors que les systèmes de formation au Burkina Faso évoluent à des rythmes moins rapides. Ce décalage contribue à accroître le chômage des diplômés.

En effet, l'inadaptation et l'insuffisance des curricula sont des facteurs explicatifs du chômage des jeunes. Le constat au Burkina Faso est que les curricula des enseignements et formations privilégient la généralité à la spécialisation. Cela est le fruit d'une orientation politique héritée de la colonisation. Les spécialités existantes sont saturées et à dominante commerciale (finance, compatibilité, banque, etc.) tandis que les filières agricoles (l'agriculture est le fondement de l'économie) et industrielles (génie civil, agro-pastoral) sont très peu développées. L'école burkinabè dans le sens de Joseph Ki-Zerbo ne crée pas des inventeurs : « Même quand les étudiants ont leur diplômes, ce ne sont pas des diplômes de créateurs ; souvent ce ne sont que des papiers certifiant pour le passé. » Les formations offertes ne sont donc pas celles qui peuvent contribuer à une « préparation de l'individu, lui permettant de prendre sa place de citoyen à part entière dans la communauté » (KI-ZERBO J. (2010 : 84). Ainsi, le chômage des diplômés pourrait-il trouver son explication dans le fait que ceux qui ont parcouru de longues et coûteuses études, ne soient pas prêts à accepter un emploi qui ne correspond pas à leur niveau de formation et de rémunération souhaitée. Ces derniers préfèrent prendre du temps dans la recherche d'un emploi qui refléterait leurs aptitudes et connaissances acquises au cours de leur cursus. La rémunération proposée par les employeurs eu égard au niveau d'étude des demandeurs d'emploi pourrait quelque part expliquer le faible niveau d'employabilité de ces derniers. Cette situation pourrait également trouver réponse dans le fort taux des diplômés. Ainsi, du fait de la persistance du chômage, de la non rentabilité a posteriori de l'Ecole, les diplômés qui sont censés attester de la compétence ou du moins de la qualification de ceux qui ont suivi un cursus scolaire plus ou moins normal (même parfois dans les domaines scientifiques et techniques), sont dévalorisés ou banalisés. Dans un tel contexte, la fuite des cerveaux vers les régions où la reconnaissance de leur expertise est davantage prise en compte, se présente comme une alternative. Le paradoxe est que, faute d'une formation adéquate ou d'un tissu productif conséquent (industrie, économie et finances), le système éducatif au Burkina Faso contribue à former des cadres qui ont tendance à monnayer leurs compétences hors du continent. On peut ainsi aboutir à la conclusion de Joseph Ki-Zerbo, selon laquelle, « l'école africaine est bien adaptée à une certaine Afrique dans son rôle de dépendant et mimétique pour la consommation des produits extérieurs. Mais il y a une non pertinence de l'école africaine par rapport à un système économique, à un secteur industriel à créer ». (KI-ZERBO J. 2010 : 69).

En raison de tout ce qui précède, la situation présente et future des diplômés sur le marché du travail est précaire et peu reluisante. Nous avons constaté certes une inadaptation de la formation aux opportunités réelles du marché du travail, mais cela ne saurait nullement mettre en cause le fait que l'éducation et la formation soient plus que nécessaires, surtout dans un monde où le marché du travail est gagné par une concurrence farouche des entreprises dans le recrutement d'un personnel qualifié. La formation est un indicateur pertinent de choix sur le marché. Avec le manque de lien qu'il y a entre le système de formation et le marché du travail, tout porte à croire aujourd'hui que l'école ne garantit pas un emploi ; puisque l'on peut être

diplômé, mais si le diplôme acquis n'est pas prisée dans le monde de l'emploi on n'éprouvera d'énormes difficultés pour trouver un emploi. Cet état de fait semblent contribuer à entretenir le chômage, la délinquance, la drogue, la prostitution. A côté de l'inadéquation entre le système de formation et le marché du travail qui amoindrit la chance des jeunes à trouver un emploi, on note une certaine faiblesse de l'initiative privée au sein de la jeunesse burkinabè.

La question qui vient à l'esprit est donc la suivante : que faut-il faire pour que l'école soit un des lieux privilégiés de production appropriée de compétences à même d'assurer l'emploi aux sortants et favoriser ainsi le progrès socioéconomique du pays ? Le constat est que le mal développement du Burkina est le résultat de la sous scolarisation et de la mal scolarisation. Celles-ci sont en rupture avec les mécanismes de rentabilité et de productivité d'où la nécessité de s'interroger sur le hiatus existant entre système éducatif et système de production.

Recommandations

Un essai de contextualisation de recommandations très générales

Il est clair que le débat national sur l'avenir de l'école, reste d'actualité. La recherche apporterait beaucoup en se penchant le plus souvent sur les questions de formations adéquates pour un développement harmonieux.

Il faut que les pouvoirs publics mènent des actions de promotion des métiers professionnalisant afin de répondre efficacement à la demande en main d'œuvre des entreprises et ainsi stabiliser voire réduire le taux de chômage des jeunes.

Il faut donc adapter les curricula aux besoins nationaux et internationaux.

Les efforts pour la réalisation de 70 % de scolarisation en 2010 grâce au PDDEB, les objectifs d'atteinte de l'Education Primaire Universelle en 2021 montrent que les objectifs quantitatifs supplantent la recherche de la qualité. Il faut donc une réorganisation de cette politique éducative en :

- optant pour une éducation de qualité et non une éducation quantitative ;
- mettant l'accent sur l'enseignement technique et professionnel par la spécialisation ;
- intégrant des métiers dès l'école primaire.

Des ambivalences, des contradictions qu'il faut assumer et quelques erreurs à ne pas commettre

Pour une adaptation des formations aux besoins de l'économie nationale, il faut :

- travailler avec les chercheurs, sur la nature des obstacles qui entraînent l'échec chez les jeunes enfants ;

- ne pas laisser l'école seule face à l'échec scolaire sans pour autant l'affaiblir par la construction de partenariats où les rôles se confondent ; l'autorité de l'école et dans l'école exige clarté dans la définition des fonctions de chacun et respect de l'institution ;
- ne pas confondre accès à la normativité et normalisation des conduites ;
- ne pas laisser entendre que la nécessaire exigence de l'enseignement imposerait de briser l'estime de soi chez nombre d'élèves ;
- ne pas faire semblant de croire que la baisse du redoublement pourrait se réaliser sans mettre en place des formes de remédiation différentes (le développement des aides payantes après la classe ne peut laisser indifférent, l'école publique n'est pas aujourd'hui son propre recours) ;
- développer l'internat au bénéfice de tous les élèves et non pas seulement au bénéfice des jeunes qu'il faut protéger judiciairement;
- renoncer à préconiser des remèdes irréalistes comme celui de nommer les professeurs chevronnés et expérimentés dans les zones difficiles (ce qui peut se faire, et que l'on observe avec intérêt, c'est que des professeurs acquièrent une expérience précieuse, développent des talents particuliers quand ils font face à des situations difficiles. L'important et le possible, consistent à mettre en place partout les conditions qui font que les maîtres qui savent enseigner dans les endroits où les difficultés se sont concentrées demeurent assez longtemps là où ils ont appris) ;
- associer les parents au traitement de la difficulté en organisant un partage explicite des responsabilités et en valorisant les compétences de chacun. (Il faut également concevoir des dispositifs qui permettent de construire ou de reconstruire les compétences de certains parents) ;
- ne pas laisser au terrain la charge d'innover dans des domaines où la responsabilité appartient au niveau central et, a contrario, ne pas dicter d'en haut des mesures dont l'initiative appartient au terrain et seulement à lui ;
- ne pas freiner l'évolution de la « forme scolaire » sous le prétexte que les changements introduits seraient motivés par la volonté de faire réussir les élèves faibles : études dirigées, itinéraires de découverte ;
- ne pas laisser croire que l'apprentissage des fondamentaux exclurait le développement de la sensibilité et l'accès à la culture ; c'est le contraire qui est vrai. Pour qu'un enfant ait envie d'apprendre à lire, il faut qu'il comprenne rapidement que la lecture des livres procure du plaisir et permet d'explorer le monde ;
- rappeler sans cesse que l'école ne peut éduquer sans enseigner et qu'elle attend des élèves qu'ils consentent à faire des efforts pour apprendre et réussir.

Conclusion

Le système éducatif est certainement un espace de stratification et d'ascension sociales ; mais il n'est pas une rente qui prépare à l'absorption par l'appareil administratif de tous les sortants. Il vise davantage à prédisposer à la mise en œuvre de mécanismes d'autoproduction, d'autocréation d'emplois et de richesses.

Contribuer à la formation et à l'apprentissage des ressorts de la citoyenneté : « Que puis-je objectivement apporter à mon pays ? », et non : « Que pourrait légitimement faire l'Etat pour moi ? » ! Faire de l'Ecole un pôle d'activités au service du développement effectif, et non une instance de déstructuration sociale ou de déperdition des aspects les plus riches et les plus porteurs des traditions africaines. Les contenus des programmes scolaires, professionnelles et universitaires burkinabè sont donc instamment invités à faire l'objet de révisions profondes, systématiques et adaptées relativement aux outils de travail sur lesquels ils se sont jusqu'ici appuyés. L'inventaire des besoins locaux et nationaux, d'une part, la prise en compte des contextes ou de l'environnement régional, continental et international, d'autre part, gagneraient à constituer la priorité des priorités, dans le processus d'élaboration des programmes éducatifs. Ces objectifs étant réalisés, c'est alors seulement qu'on pourra légitimement concevoir le système éducatif burkinabè comme une institution qui a vocation à consolider le processus d'édification d'une nation moderne, en somme comme un agent non équivoque du développement effectif.

Références bibliographiques

BECKER G. S., 1993. Human Capital. A Theoretical and Empirical Analysis with Special Reference to Education, Chicago, University of Chicago Press, 3^e éd., 376 p.

GAZIER B., 1992. « Economie du travail et de l'emploi », Paris, Dalloz, 193p.

BF, MJE, ONEF : Annuaire statistique du marché de l'emploi, 2007, 2006, 2005, documents d'analyses.

BROCCOLICHI S., LARGUEZE B., 1996. « Les sorties sans qualification du système éducatif moins de cinq ans après l'entrée au collège », Éducation et Formations, 46, pp. 81-102.

COVINGTON M., TEEL K. M., 2000. « Vaincre l'échec scolaire : changer les raisons d'apprendre », Bruxelles, De Boeck, 168p.

CRAHAY M., 2000. « L'école peut-elle être juste et efficace ? », Bruxelles, De Boeck, 452p.

DURU-BELLAT P., 2002. « Les inégalités sociales à l'école », Paris, PUF, 256p.

GOSLING P., 1992. « Qui est responsable de l'échec scolaire ? Représentations sociales, attributions et rôle d'enseignant », Paris, Presses universitaires de France, 255p.

KI-ZERBO J., 1990. « Eduquer ou Périr : impasse et perspective africaine », Paris, UNICEF-UNESCO, 109 p.

KI-ZERBO J., 2004. « A quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein », Paris, l'aube poche essais, 197p.

KI-ZERBO J., 2010. « A propos de culture. », Ouagadougou, Fondation Joseph Ki-Zerbo pour L'Histoire et le Développement Endogène de l'Afrique, 147 p.

MERON M., MINNI C., « Des études à l'emploi : plus tard et plus difficilement qu'il y a vingt ans », Économie et Statistique, n° 283-284, p. 9-32.

PROST A., 1997. « Education, Société et politique », Paris, éd. Seuil, 211p.

MENA, 2012. « Programme de Développement Stratégique de l'Education de Base » (PDSEB), Ouagadougou, 125p.

ROCHEX JY., 1999. « Quand l'école s'adapte à la diversité sociale. Questions à la politique ZEP et à sa mise en œuvre », in Bourdon (J) & Thélot (C), « L'apport de la recherche aux politiques éducatives », Paris, Ed. CNRS, 318 p.

SOME S.A., 2004. « Le marché du travail au Burkina Faso », CAPES, 31 p.